TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Québec
Dossier : CQ-2016-5932
Dossier accréditation : AQ-2001-2737
Québec, le 23 octobre 2016

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : Christian Drolet

Agence du revenu du Québec
Employeur

c.

Les avocats et notaires de l'État québécois
Association accréditée

DÉCISION RECTIFIÉE

Le texte original a été corrigé le 24 octobre 2016 et la description de la correction est annexée à la présente décision.

[1] Les avocats et notaires de l'État québécois (le **Syndicat**) est accrédité depuis le 9 février 2012 pour représenter le groupe de salariés suivant à l'emploi de l'Agence du revenu du Québec (l'**Agence**) :

« Tous les salariés avocats et notaires de l'Agence du revenu du Québec qui exercent les attributions prévues à la directive de classification des avocats et notaires (115) en vigueur au moment du transfert »

[2] L'Agence est une personne morale, mandataire de l'État. Sa mission est prévue à l'article 4 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Québec*¹ (**LARQ**) :

4. L'Agence a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre ainsi que de lui fournir l'appui nécessaire pour s'acquitter de toute autre responsabilité qui lui est confiée par une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou une entente. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe aux missions économique et sociale du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et redistribution de fonds.

LE CONTEXTE

[3] La convention collective liant le Syndicat et l'Agence est échuë depuis le 31 mars 2015, et les négociations pour la renouveler se sont avérées, à ce jour, infructueuses.

[4] Le Syndicat a acquis le droit de grève conformément au *Code du travail*² (le **Code**).

[5] L'exercice de ce droit de grève est soumis aux modalités prévues à l'article 50 de LARQ :

50. La grève est interdite à tout groupe d'employés de l'Agence, à moins que les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par une entente préalable entre les parties ou, à défaut d'entente, par une décision du Tribunal administratif du travail.

Les articles 111.15.1 et 111.15.2 du Code du travail s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque les parties ne peuvent conclure seules une entente.

L'Agence transmet sans délai au Tribunal administratif du travail une copie de toute entente intervenue en vertu du présent article.

Nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente ou d'une décision visée au présent article.

En cas d'infraction au premier ou au troisième alinéa, il est fait application des dispositions pénales prévues à l'article 142 du Code du travail.

En cas d'infraction au quatrième alinéa, il est fait application des dispositions pénales prévues à l'article 146.2 du Code du travail.

¹ RLRQ c. A-7.003.

² RLRQ c. C-27.

[6] Le 12 octobre 2016, le Syndicat transmet l'avis préalable à l'exercice du droit de grève en vertu de l'article 111.0.23 du Code. Cet avis se lit comme suit :

[...]

Par la présente, prenez avis que les avocats et notaires de l'Agence du Revenu du Québec qui sont visés par l'unité d'accréditation détenue par «Les avocats et notaires de l'État québécois» entendent exercer leur droit de grève le 24 octobre 2016, à compter de 00h01, et ce, pour une durée illimitée.

[7] Le lendemain, 13 octobre 2016, le Syndicat transmet à la Présidente du Tribunal une demande en vertu de l'article 111.15.1 du Code afin qu'elle désigne une personne pour aider les parties à conclure une entente concernant les services essentiels à maintenir en cas de grève, ainsi que la façon de les maintenir.

[8] Une séance de conciliation a lieu le 18 octobre 2016. Les parties n'ayant pu s'entendre sur certains services essentiels à maintenir en cas de grève, elles sont convoquées en audience le 19 octobre 2016, mais ne seront finalement entendues que le 20 octobre en raison du prolongement de l'audience impliquant le Gouvernement du Québec – Conseil du trésor sur le même sujet.

[9] Le Tribunal doit donc déterminer les services essentiels que doivent maintenir les membres du Syndicat lors d'une grève, ainsi que la façon de les maintenir, comme prescrit par le Code.

[10] Dès le début de l'audience le 20 octobre, les parties déposent une liste des services essentiels sur lesquels elles se sont entendues, laquelle est jointe comme annexe à la présente décision et en fait partie intégrante.

LES POINTS DE DIVERGENCE SUR LES SERVICES ESSENTIELS

[11] Les parties ne s'entendent pas sur sept points, soit :

1. Les demandes de remise dans les dossiers autres que pénaux appelés à procéder lors d'un jour de grève.
2. Les procédures urgentes.
3. La procédure nécessaire afin d'éviter la perte d'un droit pour l'état et un citoyen
4. La procédure judiciaire requise pour la rétention de choses saisies lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de trente jours.
5. Pour la section fiscale et civile, la rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de trente jours, ainsi que toute intervention en appel

devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême en ce qui concerne les poursuites pénales.

6. En ce qui concerne la direction principale des poursuites pénales, l'obligation de préparer la prestation devant le tribunal et de procéder à l'audience.

7. Le dépôt des constats d'infraction dont le délai de prescription échoit dans moins de trente jours.

ANALYSE

Les demandes de remise

[12] L'Agence demande, pour son secteur fiscal et civil, que le juriste responsable d'un dossier appelé à procéder lors d'une journée de grève présente une demande de remise, et qu'il prépare le dossier et procède à l'audience si la demande de remise est refusée par le tribunal.

[13] En 2011, le Conseil des services essentiels, dans l'affaire *Gouvernement du Québec et Association des juristes de l'État et Monsieur Yvon Vallières*³ a reconnu que cette demande constitue un service essentiel à maintenir au cours de la grève à l'époque.

[14] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

Les procédures urgentes

[15] En 2011, le Conseil des services essentiels a reconnu que cette demande constitue un service essentiel à maintenir au cours de la grève à l'époque.

[16] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

Les procédures nécessaires afin d'éviter la perte d'un droit pour l'état et un citoyen

[17] La demande de l'Agence se lit comme suit :

Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques.

Effectuer tout le travail requis pour assurer le respect des services suivants :

- 1) Respect des délais de prescription en demande, tant au civil qu'au pénal;
- 2) Dépôt des mémoires devant les tribunaux supérieurs ou administratifs à moins d'obtenir une extension du délai par le tribunal;

³ 7 février 2011.

3) Production des expertises devant le tribunal à moins d'obtenir une extension du délai;

4) Sur appel et à la demande du gestionnaire, analyse des jugements ou décision et recommandation d'appel ou de révision judiciaire et préparation des procédures idoines;

5) Protocole de l'instance en demande :

- Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour que celui-ci le détermine;

- Contestation des moyens préliminaires soulevés pour la défense, le cas échéant;

- Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit;

- Communication des engagements, le cas échéant;

- Communication de la demande d'inscription pour instruction et jugement faite au moyen d'une déclaration commune ou unilatérale selon l'article 174 Cpc dans le délai prévu ou demande d'extension du délai, avis selon l'article 264 du Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 293 Cpc;

- Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai.

6) Protocole de l'instance en défense ou à titre de mise en cause :

- Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour qu'il le détermine;

- Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit;

- Production de la défense selon l'échéance prévue au protocole ou selon l'article 93.1.19.3 LAF;

- Déclaration commune ou unilatérale en vertu de l'article 174 Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 264 Cpc, communication des pièces et expertises selon l'article 293 Cpc;

- Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai.

[18] Une telle demande a été accueillie par le Conseil des services essentiels dans la décision précitée.

[19] La présente demande a toutefois été actualisée à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau Code de procédure civile.

[20] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

La procédure judiciaire requise pour la rétention de choses saisies lorsque le délai imparti pour la production de cette réponse échoit dans moins de trente jours

[21] Le Conseil des services essentiels a conclu en 2011 que cette demande était un service essentiel à maintenir au cours de la grève.

[22] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

Pour la section fiscale et civile, la rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai imparti pour la production de cette réponse échoit dans moins de trente jours, ainsi que toute intervention en appel devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême en ce qui concerne les poursuites pénales

[23] La partie de cette demande qui porte sur la section fiscale et civile a été qualifiée de service essentiel par le Conseil des services essentiels en 2011.

[24] La partie concernant les poursuites pénales est nouvelle et elle est acceptée compte tenu du court délai pour l'inscription en appel, il s'agit d'un service essentiel.

En ce qui concerne la direction principale des poursuites pénales, l'obligation de préparer la prestation devant le tribunal et procéder à l'audience

[25] Il s'agit d'une nouvelle demande que le Tribunal ne considère pas comme étant un service essentiel.

Le dépôt des constats d'infraction dont le délai de prescription échoit dans moins de trente jours

[26] Le conseil des services essentiels a accepté cette demande en 2011.

[27] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

MOTIFS À SUIVRE

[28] Étant donné que la grève doit débuter à 00 h 01 le 24 octobre 2016, la présente décision est rendue avec motifs à suivre dans les prochains jours.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉTERMINE que les services essentiels à maintenir pendant la grève sont ceux énumérés à la liste des services essentiels produite en annexe à la

présente décision, laquelle comprend les services essentiels convenus entre les parties, ainsi que ceux déterminés par le tribunal. Cette liste fait partie intégrante de la présente décision;

RAPPELLE aux parties, advenant qu'elles éprouvent des difficultés quant à la mise en application de la liste des services essentiels, d'en faire part dans les plus brefs délais au Tribunal afin que celui-ci puisse leur fournir l'aide nécessaire.

Christian Drolet

M^e André Johnson
 STEIN MONAST S.E.N.C.R.L. AVOCATS
 Pour la partie demanderesse

M^{es} Pierre Grenier et Luc Bruneau
 Pour l'association accréditée

Date de la dernière audience : 20 octobre 2016

Rectifications apportées le 24 octobre 2016 :

La liste des services essentiels à maintenir est modifiée par l'ajout du texte suivant :

EMPLACEMENT	DESCRIPTION DES SERVICES ESSENTIELS	MODALITÉS DE PRÉSENCE AU TRAVAIL
Direction principale des poursuites pénales : 6512, 6514, 6516	<ul style="list-style-type: none"> - Faire une demande de remise dans les dossiers appelés à procéder le jour de cette grève - Procéder à l'audience, le jour de cette grève, lorsque la demande de remise est refusée par le tribunal 	Le juriste responsable du dossier appelé à procéder.

Annexe

Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels. Modalités de présence au travail.
L9	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	<p>Dossier nécessitant une <u>intervention</u> immédiate auprès de l'une des <u>commissions de l'Assemblée nationale</u>.</p> <p>Cette demande inclut la préparation et les travaux liés à la présence de l'avocat ou notaire auprès d'une commission parlementaire ou d'une commission plénière.</p>	<p>À déterminer, selon l'avis écrit de désignation du président ou du vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière</p> <p>Sur appel (après que le président ou le vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière ait transmis au syndicat un avis écrit de désignation précisant le nom du juriste).</p>

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L1	<p>Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078</p> <p>et</p> <p>Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516</p> <p>et</p> <p>Direction des affaires juridiques: CR 6050</p> <p>et</p> <p>Direction principale des lois sur les impôts: CR 6410</p> <p>et</p> <p>Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422</p>	<p>Toute intervention juridique immédiate requise (conseil, législation, réglementation et Représentation devant les tribunaux) lors de situation exceptionnelle, urgente et non prévue qui a pour effet de mettre en danger la santé et la sécurité du public.</p>	<p>Le juriste est déterminé par le Syndicat à partir d'une liste confectionnée par l'employeur et il doit posséder la compétence et l'expertise spécifique pour fournir efficacement le service essentiel</p> <p>Sur appel (le représentant de l'employeur communique avec le représentant identifié par le syndicat. Ce dernier contacte le juriste assurant le service essentiel) CI-APRÈS "Liste par compétence + sur appel"</p>
L2	<p>Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078</p>	<p>- Demande de remise dans les dossiers appelés à procéder.</p> <p>- Procéder à l'audience lorsque le tribunal refuse la remise.</p> <p>- Préparation de la prestation devant le tribunal.</p>	<p>Le juriste responsable du dossier</p>
L3	<p>Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078</p>	<p>Assurer la perception des pensions alimentaires lors de situation exceptionnelle, urgente et non prévue qui a pour effet de mettre en danger la santé et la sécurité du public.</p>	<p>Liste par compétence + sur appel</p>

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L4	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	<u>Procédure urgente.</u>	Contentieux: Liste par compétence + sur appel Poursuites pénales: Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques
L5	Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	Toute procédure judiciaire requise pour la rétenion de choses saisies lorsque le délai de rétention échoit dans moins de 30 jours.	Liste par compétence + sur appel
L6	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	(Pour le contentieux): La rédaction des réponses à l' avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours. (Pour les poursuites pénales): La rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours.	Contentieux: Liste par compétence + sur appel Poursuites pénales: Le juriste qui a administré la preuve dans l'instance précédente.

Code		Activité visée	
Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail	
L7 Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	<p>Perte d'un droit: Effectuer tout le travail requis pour assurer le respect des services suivants :</p> <p>1) Respect des délais de prescription en demande, tant au civil qu'au pénal;</p> <p>2) Dépôt des mémoires devant les tribunaux supérieurs ou administratifs à moins d'obtenir une extension du délai par le tribunal;</p> <p>3) Production des expertises devant le tribunal à moins d'obtenir une extension du délai;</p> <p>4) Sur appel et à la demande du gestionnaire, analyse des jugements ou décisions et recommandation d'appel ou de révision judiciaire et préparation des procédures fidèles;</p> <p>5) Protocole de l'instance en demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour que celui-ci le détermine; - Contestation des moyens préliminaires soulevés pour la défense, le cas échéant; - Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit; - Communication des engagements, le cas échéant; - Communication de la demande d'inscription pour l'instance et jugement faite au moyen d'une déclaration commune ou unilatérale selon l'article 174 Cpc dans le délai prévu ou demande d'extension du délai, avis selon l'article 264 du Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 293 Cpc; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai; <p>6) Protocole de l'instance en défense ou à titre de mise en cause :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour qu'il le détermine; - Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit; - Production de la défense selon l'échéance prévue au protocole ou selon l'article 53.1.19.3 L.A.F.; - Déclaration commune ou unilatérale en vertu de l'article 174 Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 264 Cpc, communication des pièces et expertises selon l'article 293 Cpc; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai. 	<p>Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques</p>	

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L8	Direction des affaires juridiques (DAJ) et Direction principale des lois sur les impôts (DPL): CR 6050 et 6410	Interprétations juridiques lors de situation urgente pouvant mettre en danger la santé et la sécurité du public.	<p>DAJ : Claire Bourque, Katie Levasseur, Pierre Garnache DPL : Chantal Mourant, Annie Godbout, Claudine Arsenault, Ginette Pelland</p> <p>Sur appel (le représentant de l'employeur communique avec le représentant identifié par le syndicat. Ce dernier contacte le juriste assurant le service essentiel) :</p> <p>1 juriste requis à la Direction des affaires juridiques 1 juriste requis à la Direction principale des lois sur les impôts</p>
L9	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Dossier nécessitant une intervention immédiate auprès de l'une des commissions de l'Assemblée nationale .	<p>À déterminer, selon l'avis écrit de désignation du président ou du vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière.</p> <p>Sur appel (après que le président ou le vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière ait transmis au syndicat un avis écrit de désignation précisant le nom du juriste).</p>

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L10	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Rédaction législative (projets de loi impératifs à produire selon le calendrier législatif adopté).	Isabelle Blanchet Edith Boucher (directrice par intérim) Amélie Chaput Nathalie Fournier Marc Ladouceur François Lagacé Paul Morin Bianca Truchon L'équipe de rédaction (nombre et nom) varie d'un projet de loi à l'autre selon l'expertise et les compétences requises pour la rédaction du projet de loi.

Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels. Modalités de présence au travail.	
L9	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Dossier nécessitant une <u>intervention</u> immédiate auprès de l'une des <u>commissions de l'Assemblée nationale.</u>	À déterminer, selon l'avis écrit de désignation du président ou du vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière	
		Cette demande inclut la préparation et les travaux liés à la présence de l'avocat ou notaire auprès d'une commission parlementaire ou d'une commission plénière.	Sur appel (après que le président ou le vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière ait transmis au syndicat un avis écrit de désignation précisant le nom du juriste).	

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L1	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516 et Direction des affaires juridiques: CR 6050 et Direction principale des lois sur les impôts: CR 6410 et Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Toute intervention juridique immédiate requise (conseil, législation, réglementation et Représentation devant les tribunaux) lors de situation exceptionnelle, urgente et non prévue qui a pour effet de mettre en danger la santé et la sécurité du public.	Le juriste est déterminé par le Syndicat à partir d'une liste confectionnée par l'employeur et il doit posséder la compétence et l'expertise spécifique pour fournir efficacement le service essentiel Sur appel (le représentant de l'employeur communique avec le représentant identifié par le syndicat. Ce dernier contacte le juriste assurant le service essentiel) CI-APRÈS "Liste par compétence + sur appel"
L2	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	- Demande de remise dans les dossiers appelés à procéder. - Procéder à l'audience lorsque le tribunal refuse la remise. - Préparation de la prestation devant le tribunal.	Le juriste responsable du dossier
L3	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	Assurer la perception des pensions alimentaires lors de situation exceptionnelle, urgente et non prévue qui a pour effet de mettre en danger la santé et la sécurité du public.	Liste par compétence + sur appel

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L4	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	<u>Procédure urgente.</u>	Contentieux: Liste par compétence + sur appel Poursuites pénales: Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques
L5	Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	Toute procédure judiciaire requise pour la rétenion de choses saisies lorsque le délai de rétention échoit dans moins de 30 jours.	Liste par compétence + sur appel
L6	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	(Pour le contentieux): La rédaction des réponses à l' avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours. (Pour les poursuites pénales): La rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours.	Contentieux: Liste par compétence + sur appel Poursuites pénales: Le juriste qui a administré la preuve dans l'instance précédente.

Code		Activité visée	
Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail	
L7 Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	<p>Perte d'un droit: Effectuer tout le travail requis pour assurer le respect des services suivants :</p> <p>1) Respect des délais de prescription en demande, tant au civil qu'au pénal;</p> <p>2) Dépôt des mémoires devant les tribunaux supérieurs ou administratifs à moins d'obtenir une extension du délai par le tribunal;</p> <p>3) Production des expertises devant le tribunal à moins d'obtenir une extension du délai;</p> <p>4) Sur appel et à la demande du gestionnaire, analyse des jugements ou décisions et recommandation d'appel ou de révision judiciaire et préparation des procédures fidèles;</p> <p>5) Protocole de l'instance en demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour que celui-ci le détermine; - Contestation des moyens préliminaires soulevés pour la défense, le cas échéant; - Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit; - Communication des engagements, le cas échéant; - Communication de la demande d'inscription pour l'instance et jugement faite au moyen d'une déclaration commune ou unilatérale selon l'article 174 Cpc dans le délai prévu ou demande d'extension du délai, avis selon l'article 264 du Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 293 Cpc; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai; 6) Protocole de l'instance en défense ou à titre de mise en cause : <ul style="list-style-type: none"> - Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour qu'il le détermine; - Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit; - Production de la défense selon l'échéance prévue au protocole ou selon l'article 53.1.19.3 LAF; - Déclaration commune ou unilatérale en vertu de l'article 174 Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 264 Cpc, communication des pièces et expertises selon l'article 293 Cpc; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai. 	<p>Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques</p>	

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L8	Direction des affaires juridiques (DAJ) et Direction principale des lois sur les impôts (DPL): CR 6050 et 6410	<u>Interprétations juridiques lors de situation urgente</u> pouvant mettre en danger la santé et la sécurité du public.	DAJ : Claire Bourque, Katie Levasseur, Pierre Garnache DPL : Chantal Mourant, Annie Godbout, Claudine Arsenault, Ginette Pelland Sur appel (le représentant de l'employeur communique avec le représentant identifié par le syndicat. Ce dernier contacte le juriste assurant le service essentiel) : 1 juriste requis à la Direction des affaires juridiques 1 juriste requis à la Direction principale des lois sur les impôts
L9	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Dossier nécessitant une <u>intervention</u> immédiate auprès de l'une des <u>commissions de l'Assemblée nationale</u> . Cette demande inclut la préparation et les travaux liés à la présence de l'avocat ou notaire auprès d'une commission parlementaire ou d'une commission plénière.	À déterminer, selon l'avis écrit de désignation du président ou du vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière. Sur appel (après que le président ou le vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière ait transmis au syndicat un avis écrit de désignation précisant le nom du juriste).

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (Division des services essentiels)

Région : Québec
Dossier : CQ-2016-5932
Dossier accréditation : AQ-2001-2737
Québec, le 27 octobre 2016

DEVANT LE JUGE ADMINISTRATIF : Christian Drolet

Agence du revenu du Québec
Employeur

c.

Les avocats et notaires de l'État québécois
Association accréditée

MOTIFS AU SOUTIEN DE LA DÉCISION RENDUE LE 23 OCTOBRE 2016

L'annexe a été modifiée le 15 novembre 2016 et la description de la modification est jointe à la présente décision.

L'annexe a été modifiée le 8 novembre 2016 et la description de la modification est jointe à la présente décision.

La liste des services essentiels a été rectifiée le 25 octobre 2016 et la description de la rectification est annexée à la présente décision.

Le texte original a été corrigé le 24 octobre 2016 et la description de la correction est annexée à la présente décision.

[1] Les avocats et notaires de l'État québécois (le **Syndicat**) est accrédité depuis le 9 février 2012 pour représenter le groupe de salariés suivant à l'emploi de l'Agence du revenu du Québec (l'**Agence**) :

« Tous les salariés avocats et notaires de l'Agence du revenu du Québec qui exercent les attributions prévues à la directive de classification des avocats et notaires (115) en vigueur au moment du transfert »

[2] L'Agence est une personne morale, mandataire de l'État. Sa mission est prévue à l'article 4 de la *Loi sur l'Agence du revenu du Québec*⁴ (**LARQ**) :

4. L'Agence a pour mission de fournir au ministre du Revenu l'appui nécessaire à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre ainsi que de lui fournir l'appui nécessaire pour s'acquitter de toute autre responsabilité qui lui est confiée par une loi, un règlement, un décret, un arrêté ou une entente. Elle perçoit des sommes affectées au financement des services publics de l'État et participe aux missions économique et sociale du gouvernement en administrant notamment des programmes de perception et redistribution de fonds.

LE CONTEXTE

[3] La convention collective liant le Syndicat et l'Agence est échue depuis le 31 mars 2015, et les négociations pour la renouveler se sont avérées, à ce jour, infructueuses.

[4] Le Syndicat a acquis le droit de grève conformément au *Code du travail*⁵ (le **Code**).

[5] L'exercice de ce droit de grève est soumis aux modalités prévues à l'article 50 de LARQ :

50. La grève est interdite à tout groupe d'employés de l'Agence, à moins que les services essentiels et la façon de les maintenir ne soient déterminés par une entente préalable entre les parties ou, à défaut d'entente, par une décision du Tribunal administratif du travail.

Les articles 111.15.1 et 111.15.2 du Code du travail s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, lorsque les parties ne peuvent conclure seules une entente.

L'Agence transmet sans délai au Tribunal administratif du travail une copie de toute entente intervenue en vertu du présent article.

Nul ne peut déroger aux dispositions d'une entente ou d'une décision visée au présent article.

⁴ RLRQ c. A-7.003.

⁵ RLRQ c. C-27.

En cas d'infraction au premier ou au troisième alinéa, il est fait application des dispositions pénales prévues à l'article 142 du Code du travail.

En cas d'infraction au quatrième alinéa, il est fait application des dispositions pénales prévues à l'article 146.2 du Code du travail.

[6] Le 12 octobre 2016, le Syndicat transmet l'avis préalable à l'exercice du droit de grève en vertu de l'article 111.0.23 du Code. Cet avis se lit comme suit :

[...]

Par la présente, prenez avis que les avocats et notaires de l'Agence du Revenu du Québec qui sont visés par l'unité d'accréditation détenue par «Les avocats et notaires de l'État québécois» entendent exercer leur droit de grève le 24 octobre 2016, à compter de 00h01, et ce, pour une durée illimitée.

[7] Le lendemain, 13 octobre 2016, le Syndicat transmet à la présidente du Tribunal une demande en vertu de l'article 111.15.1 du Code afin qu'elle désigne une personne pour aider les parties à conclure une entente concernant les services essentiels à maintenir en cas de grève, ainsi que la façon de les maintenir.

[8] Une séance de conciliation a lieu le 18 octobre 2016. Les parties n'ayant pu s'entendre sur certains services essentiels à maintenir en cas de grève, elles sont convoquées en audience le 19 octobre 2016, mais ne seront finalement entendues que le 20 octobre en raison du prolongement de l'audience impliquant le Gouvernement du Québec – Conseil du trésor sur le même sujet.

[9] Le Tribunal doit donc déterminer les services essentiels que doivent maintenir les membres du Syndicat lors d'une grève, ainsi que la façon de les maintenir, comme prescrit par le Code.

[10] Dès le début de l'audience le 20 octobre, les parties déposent une liste des services essentiels sur lesquels elles se sont entendues, laquelle est jointe comme annexe à la présente décision et en fait partie intégrante.

LES POINTS DE DIVERGENCE SUR LES SERVICES ESSENTIELS

[11] Les parties ne s'entendent pas sur sept points, soit :

1. Les demandes de remise dans les dossiers autres que pénaux appelés à procéder lors d'un jour de grève.
2. Les procédures urgentes.
3. La procédure nécessaire afin d'éviter la perte d'un droit pour l'état et un citoyen

4. La procédure judiciaire requise pour la rétention de choses saisies lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de trente jours.
5. Pour la section fiscale et civile, la rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de trente jours, ainsi que toute intervention en appel devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême en ce qui concerne les poursuites pénales.
6. En ce qui concerne la direction principale des poursuites pénales, l'obligation de préparer la prestation devant le tribunal et de procéder à l'audience.
7. Le dépôt des constats d'infraction dont le délai de prescription échoit dans moins de trente jours.

La position du syndicat

[12] Mis à part les ententes contenues à la liste remise en début d'audience, le Syndicat assujettit son consentement en ce qui concerne les autres demandes au fait qu'elles doivent rencontrer le critère de « *la mise en péril pour la vie, la santé, la sécurité ou le souci environnemental dans tout ou partie de la population* », seul critère qui, selon lui, doit être utilisé pour déterminer les services essentiels depuis le récent arrêt de la Cour suprême dans l'affaire *Saskatchewan Federation of Labour c. Saskatchewan*⁶.

ANALYSE ET MOTIFS

La détermination des services essentiels dans la fonction publique

[13] Dans l'affaire *Gouvernement du Québec – Conseil du trésor et Association des juristes de l'État*⁷, le Conseil des services essentiels écrit ce qui suit concernant les critères à utiliser pour déterminer les services essentiels à maintenir dans le secteur de la fonction publique :

[52] En ce qui concerne les précisions demandées quant aux critères retenus par le Conseil dans sa décision du 27 février dernier pour la détermination des services essentiels et la façon de les maintenir, le Conseil tient à rappeler que, dans le cas qui nous occupe, soit la fonction publique (articles 111.15.1, 111.15.2 et 111,15.3 C.t), le rôle du Conseil est différent de celui qu'il exerce dans les services publics et dans la section des affaires sociales du secteur public. En effet, pour l'application des dispositions du Code du travail relatives à la fonction publique, le Conseil n'a aucun droit de regard pour évaluer la suffisance des services lorsqu'il y a entente entre les parties. Ce n'est qu'à défaut d'entente entre les parties que le Conseil a le pouvoir de déterminer les services essentiels à maintenir ainsi que la façon de les maintenir. **De plus, le législateur ne précise**

⁶ 2015 CSC 4.

⁷ 10 mars 2004.

aucun critère pour encadrer la détermination des services essentiels à maintenir à défaut d'entente entre les parties.

[53] Force est donc de conclure que le Conseil n'est pas limité dans la détermination des services essentiels dans la fonction publique par le seul critère de la santé ou la sécurité du public.

(caractères gras ajoutés)

[14] Dans cette même décision, le Conseil des services essentiels précise que les parties se sont entendues sur l'application de trois critères pour la détermination des services essentiels dans la fonction publique, soit celui de la santé ou de la sécurité du public, celui de l'indépendance judiciaire et finalement celui du privilège parlementaire en ce qui concerne l'Assemblée nationale.

[15] À ces trois critères, le Conseil en a ajouté un quatrième, soit « *qu'une demande de remise fait partie intégrante des services essentiels à maintenir pendant la grève, et ce, pour éviter qu'il y ait perte de droits* ».

[16] Cette décision a fait l'objet d'une demande de révision judiciaire qui fut rejetée par la Cour supérieure⁸, ainsi que par la Cour d'appel⁹, jugement dans lequel la juge Thibault écrit ce qui suit :

[85] En conclusion, je suis d'avis qu'en ce qui concerne la fonction publique, comprise dans les «secteurs public et parapublic», le *Code du travail* ne limite pas les services essentiels uniquement à ceux qui sont nécessaires au maintien de la santé et de la sécurité publique. Le Conseil dispose d'un pouvoir discrétionnaire de fixer les services essentiels à être maintenus. Comme tout pouvoir discrétionnaire, celui-ci n'est pas absolu. Il doit être exercé dans une optique qui doit correspondre à la politique générale et à l'objet de la loi visée, tel que l'a énoncé le juge Binnie dans *Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) c. Ontario (Ministre du travail)*.

[86] Dans le présent cas, le Conseil a décidé que, en cas de grève, les avocats plaideurs doivent eux-mêmes demander le report des procès dont ils sont responsables lorsque ceux-ci ont été fixés un jour de grève. Ce faisant, le Conseil a voulu prévenir que des droits soient irrémédiablement perdus puisque ce travail ne pouvait pas être fait par des représentants de l'employeur en raison de leur nombre insuffisant pour les différents tribunaux et de la localisation de ces derniers. Le Conseil a aussi voulu, à cause du risque de perte de droits, que l'avocat apte à conduire le procès soit présent, dans la situation où la demande de report serait refusée.

⁸ Association des juristes de l'État c. Conseil des services essentiels et Procureur général du Québec, 500-17-019948-044, 3 décembre 2004.

⁹ 2006 QCCA 1574.

[87] À mon avis, la décision du Conseil n'est pas manifestement déraisonnable au sens retenu par la jurisprudence. Premièrement, je note que l'Association n'a pas soutenu que l'ordonnance du Conseil serait manifestement déraisonnable, dans l'éventualité où elle ne serait pas soumise au critère de la santé et de la sécurité publique. Deuxièmement, je suis d'avis qu'un des critères retenus par le Conseil, soit celui d'éviter la perte de droits, ne compromet pas l'objectif poursuivi par le *Code du travail*.

(caractères gras ajoutés, référence omise)

[17] Les mêmes critères que ceux appliqués par le Conseil dans sa décision de 2004 furent à nouveau appliqués en 2011 par le Conseil dans l'affaire *Gouvernement du Québec et Association des juristes de l'État et Monsieur Yvon Vallières*¹⁰.

L'impact du jugement rendu par la Cour suprême dans l'affaire Saskatchewan

[18] Ce jugement a-t-il pour effet de restreindre les critères utilisés pour déterminer les services essentiels qui doivent être maintenus dans la fonction publique en cas de grève au seul critère de « *la mise en péril pour la santé, la vie, la sécurité ou le souci environnemental dans tout ou partie de la population* »?

[19] Selon le Tribunal, ce jugement n'a pas pour effet de restreindre les services essentiels qui doivent être maintenus en cas de grève dans la fonction publique.

[20] La Cour suprême identifie comme suit la question en litige dont elle est saisie :

[2] La question en litige est celle de savoir si l'interdiction faite aux salariés désignés de prendre part à une grève aux fins de la négociation de leurs conditions de travail entrave substantiellement leur droit à un processus véritable de négociation collective et, de ce fait, porte atteinte aux droits que leur garantit l'al. 2d) de la *Charte*. La question de savoir si d'autres formes d'arrêt collectif du travail sont protégées ou non par cette disposition n'a pas à être tranchée en l'espèce.

[21] Certes, la Cour consacre constitutionnellement le droit de grève dans ce jugement. Toutefois, ce principe ne permet pas de conclure que les critères applicables en matière de détermination des services essentiels en cas de grève dans la fonction publique québécoise sont désormais désuets.

[22] D'ailleurs, même si la Cour mentionne que la notion de services essentiels est en lien avec la santé et la sécurité du public, ce n'est pas la question dont elle est saisie. Elle se montre également prudente lorsqu'elle écrit :

¹⁰ 7 février 2011.

[84] **Il importe cependant de se rappeler la mise en garde du juge en chef Dickson dans le *Renvoi relatif à l'Alberta*, à savoir qu'il faut bien définir les «services essentiels» :**

Il est [...] nécessaire de définir les « services essentiels » d'une manière qui soit conforme aux normes justificatrices énoncées à l'article premier. La logique de l'article premier, dans les présentes circonstances, exige qu'un service essentiel soit un service dont l'interruption menacerait de causer un préjudice grave au public en général ou à une partie de la population. Dans le contexte d'un argument relatif à un préjudice non économique, je conclus que les décisions du Comité de la liberté syndicale du B.I.T. [Bureau international du travail] sont utiles et convaincantes. Ces décisions ont toujours défini un service essentiel comme un service « dont l'interruption pourrait mettre en péril la vie, la sécurité ou la santé de la personne dans une partie ou dans la totalité de la population » (*La liberté syndicale : Recueil de décisions et de principes du Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration du B.I.T. précité*). **À mon avis, et sans tenter d'en donner une liste exhaustive, les personnes essentielles au maintien et à l'application de la primauté du droit et à la sécurité nationale seraient aussi incluses dans le champ des services essentiels. [...]**

(caractères gras ajoutés)

[23] On ne trouve dans cet arrêt aucune analyse de dispositions similaires à celles du Code qui traitent des services essentiels ou du jugement de la Cour d'appel du Québec précité.

[24] Dans les circonstances, les critères identifiés et utilisés par le Conseil des services essentiels dans ses décisions rendues en 2004 et 2011 impliquant le Syndicat et le Gouvernement demeurent applicables, d'autant plus qu'ils ne se révèlent pas incompatibles avec le jugement de la Cour suprême dans l'affaire Saskatchewan.

La détermination des services essentiels

[25] La preuve démontre une situation factuelle similaire à celle qui prévalait en 2011 au moment où le Conseil des services essentiels a rendu sa dernière décision entre les mêmes parties.

[26] Le risque de perte de droits pour l'État ou un citoyen est indéniable, si les demandes de remise ou de report et de prolongation des délais ne sont pas présentées au moment opportun.

[27] Le volume de dossiers actifs sous la responsabilité des avocats plaidants, le nombre important de nouveaux dossiers ouverts hebdomadairement et l'étendue géographique à couvrir permettent aisément de conclure que le nombre peu élevé des cadres juridiques ne permet pas d'assurer l'accomplissement du travail requis pour pallier au manque d'effectifs causé par la grève.

[28] C'est la conclusion à laquelle le Conseil des services essentiels est parvenu en 2004 et 2011, et il n'y a aucune raison de remettre cette conclusion en question en 2016.

Conclusions

Les demandes de remise

[29] L'Agence demande, pour son secteur fiscal et civil, que le juriste responsable d'un dossier appelé à procéder lors d'une journée de grève présente une demande de remise, et qu'il prépare le dossier et procède à l'audience si la demande de remise est refusée par le Tribunal.

[30] En 2011, le Conseil des services essentiels, dans l'affaire *Gouvernement du Québec et Association des juristes de l'État et Monsieur Yvon Vallières* précitée, a reconnu que cette demande constitue un service essentiel à maintenir au cours de la grève à l'époque.

[31] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

Les procédures urgentes

[32] En 2011, le Conseil des services essentiels a reconnu que cette demande constitue un service essentiel à maintenir au cours de la grève à l'époque.

[33] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

Les procédures nécessaires afin d'éviter la perte d'un droit pour l'État et un citoyen

[34] La demande de l'Agence se lit comme suit :

Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques.

Effectuer tout le travail requis pour assurer le respect des services suivants :

- 1) Respect des délais de prescription en demande, tant au civil qu'au pénal;
- 2) Dépôt des mémoires devant les tribunaux supérieurs ou administratifs à moins d'obtenir une extension du délai par le tribunal;
- 3) Production des expertises devant le tribunal à moins d'obtenir une extension du délai;
- 4) Sur appel et à la demande du gestionnaire, analyse des jugements ou décision et recommandation d'appel ou de révision judiciaire et préparation des procédures idoines;
- 5) Protocole de l'instance en demande :

- Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour que celui-ci le détermine;
- Contestation des moyens préliminaires soulevés pour la défense, le cas échéant;
- Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit;
- Communication des engagements, le cas échéant;
- Communication de la demande d'inscription pour instruction et jugement faite au moyen d'une déclaration commune ou unilatérale selon l'article 174 Cpc dans le délai prévu ou demande d'extension du délai, avis selon l'article 264 du Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 293 Cpc;
- Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai.

6) Protocole de l'instance en défense ou à titre de mise en cause :

- Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour qu'il le détermine;
- Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit;
- Production de la défense selon l'échéance prévue au protocole ou selon l'article 93.1.19.3 LAF;
- Déclaration commune ou unilatérale en vertu de l'article 174 Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 264 Cpc, communication des pièces et expertises selon l'article 293 Cpc;
- Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai.

[35] Une telle demande a été accueillie par le Conseil des services essentiels dans la décision précitée.

[36] La présente demande a toutefois été actualisée à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau *Code de procédure civile*.

[37] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

La procédure judiciaire requise pour la rétention de choses saisies lorsque le délai imparti pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours

[38] Le Conseil des services essentiels a conclu en 2011 que cette demande était un service essentiel à maintenir au cours de la grève.

[39] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

Pour la section fiscale et civile, la rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai imparti pour la production de cette réponse échoit

dans moins de 30 jours, ainsi que toute intervention en appel devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême en ce qui concerne les poursuites pénales

[40] La partie de cette demande qui porte sur la section fiscale et civile a été qualifiée de service essentiel par le Conseil des services essentiels en 2011.

[41] La partie concernant les poursuites pénales est nouvelle et elle est acceptée compte tenu du court délai pour l'inscription en appel, il s'agit d'un service essentiel.

En ce qui concerne la Direction principale des poursuites pénales, l'obligation de préparer la prestation devant le Tribunal et procéder à l'audience

[42] Il s'agit d'une nouvelle demande que le Tribunal ne considère pas comme étant un service essentiel.

[43] Selon la preuve, cette demande vise 24 avocats. Cinq à Québec et dix-neuf à Montréal.

[44] L'Agence soutient que sa demande est justifiée et repose sur l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire *R. c. Jordan*¹¹, ainsi que sur les obligations imposées aux avocats par leur *Code de déontologie*.

[45] Dans l'affaire *Jordan*, la Cour suprême statue que « *La justice rendue en temps utile est l'une des caractéristiques d'une société libre et démocratique. Elle revêt une importance particulière en matière criminelle. L'alinéa 11b) de la Charte canadienne des droits et libertés en est la preuve, puisqu'il garantit à l'inculpé le droit « d'être jugé dans un délai raisonnable »* ».

[46] Après une analyse exhaustive de l'état du droit et de la jurisprudence, la Cour conclut que :

[105] Le nouveau cadre d'analyse applicable aux demandes fondées sur l'al. 11b) peut être résumé comme suit :

- Il existe un plafond au-delà duquel le délai est présumé déraisonnable. Ce plafond présumé est de 18 mois pour les affaires instruites devant une cour provinciale, et de 30 mois pour celles portées devant une cour supérieure (ou pour les affaires instruites devant une cour provinciale au terme d'une enquête préliminaire). Les délais imputables à la défense ne comptent pas dans le calcul visant à déterminer si ce plafond est atteint.

¹¹ 2016 CSC 27.

- **Une fois le plafond présumé dépassé**, le fardeau est inversé et le ministère public doit réfuter la présomption du caractère déraisonnable du délai en invoquant des circonstances exceptionnelles. Il doit s'agir de circonstances indépendantes de la volonté du ministère public, c'est-à-dire de circonstances (1) raisonnablement imprévues ou raisonnablement inévitables, et (2) auxquelles il ne peut pas être raisonnablement remédié. Si la circonstance exceptionnelle concerne un évènement distinct, le délai attribuable à cet évènement doit être soustrait du délai total. Si la circonstance exceptionnelle résulte de la complexité de l'affaire, le délai est raisonnable.
- **Lorsque le délai est inférieur au plafond présumé**, la défense, dans des cas manifestes, peut faire la preuve que le délai est déraisonnable. Pour ce faire, elle doit démontrer deux choses : (1) qu'elle a pris des mesures utiles démontrant qu'elle a fait des efforts soutenus pour accélérer la procédure, et (2) que le délai a été plus long de manière manifeste que celui qui aurait été raisonnable que prenne la cause.

(soulignements ajoutés)

[47] Notons dans un premier temps que la grève pourrait constituer à tout le moins une circonstance exceptionnelle.

[48] En ce qui concerne les obligations déontologiques, elles sont similaires pour les avocats plaidants en matière civile et pour ceux qui plaident en matière pénal.

[49] Or, l'Agence ne demande pas que les avocats plaidants au niveau civil remplissent leur pleine charge de travail pendant la grève.

[50] En fait, la demande de l'Agence a pour effet d'enlever, à toutes fins utiles, le droit de grève pour les avocats plaidants au niveau pénal, ce qui, selon l'enseignement de la Cour suprême dans l'affaire Saskatchewan précitée « *entrave substantiellement leur droit à un processus véritable de négociation collective et, de ce fait, porte atteinte aux droits que leur garantit l'al.2d) de la Charte.* ».

[51] La demande est donc rejetée.

Le dépôt des constats d'infraction dont le délai de prescription échoit dans moins de trente jours

[52] Le Conseil des services essentiels a accepté cette demande en 2011.

[53] Le Tribunal accepte cette demande de l'Agence qui constitue un service essentiel.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉTERMINE que les services essentiels à maintenir pendant la grève sont ceux énumérés à la liste des services essentiels produite en annexe à la présente décision, laquelle comprend les services essentiels convenus entre les parties, ainsi que ceux déterminés par le Tribunal. Cette liste fait partie intégrante de la présente décision;

RAPPELLE aux parties, advenant qu'elles éprouvent des difficultés quant à la mise en application de la liste des services essentiels, d'en faire part dans les plus brefs délais au Tribunal afin que celui-ci puisse leur fournir l'aide nécessaire.

Christian Drolet

M^e André Johnson
STEIN MONAST S.E.N.C.R.L. AVOCATS
Pour l'employeur

M^{es} Pierre Grenier et Luc Bruneau
Pour l'association accréditée

Date de la dernière audience : 20 octobre 2016

Modification apportée le 15 novembre 2016 :

La « Description des services essentiels » apparaissant à la page 13 est modifiée pour se lire dorénavant comme suit :

« Au moment où le juriste responsable du dossier appelé à procéder le juge opportun, faire une demande de remise dans les dossiers appelés à procéder le jour de cette grève.

Procéder à l'audience, le jour de cette grève, lorsque la demande de remise est refusée par le Tribunal.»

Modification apportée le 8 novembre 2016 :

À l'annexe L6, de la page 16, dans la rangée « Modalités de présence au travail » une correction doit être apportée pour qu'on puisse lire « *Poursuite pénale : Le juriste qui a administré la preuve ou plaidé dans l'instance précédente.* »

Rectifications apportées le 25 octobre 2016 :

L'élément se trouvant au code L10 de la liste des services essentiel est retiré.

Rectifications apportées le 24 octobre 2016 :

La liste des services essentiels à maintenir est modifiée par l'ajout du texte suivant :

EMPLACEMENT	DESCRIPTION DES SERVICES ESSENTIELS	MODALITÉS DE PRÉSENCE AU TRAVAIL
Direction principale des poursuites pénales : 6512, 6514, 6516	- Faire une demande de remise dans les dossiers appelés à procéder le jour de cette grève - Procéder à l'audience, le jour de cette grève, lorsque la demande de remise est refusée par le tribunal	Le juriste responsable du dossier appelé à procéder.

Annexe

Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels. Modalités de présence au travail.	
L9	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Dossier nécessitant une <u>intervention</u> immédiate auprès de l'une des <u>commissions de l'Assemblée nationale.</u>	À déterminer, selon l'avis écrit de désignation du président ou du vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière	
		Cette demande inclut la préparation et les travaux liés à la présence de l'avocat ou notaire auprès d'une commission parlementaire ou d'une commission plénière.	Sur appel (après que le président ou le vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière ait transmis au syndicat un avis écrit de désignation précisant le nom du juriste).	

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L1	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516 et Direction des affaires juridiques: CR 6050 et Direction principale des lois sur les impôts: CR 6410 et Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Toute intervention juridique immédiate requise (conseil, législation, réglementation et Représentation devant les tribunaux) lors de situation exceptionnelle, urgente et non prévue qui a pour effet de mettre en danger la santé et la sécurité du public.	Le juriste est déterminé par le Syndicat à partir d'une liste confectionnée par l'employeur et il doit posséder la compétence et l'expertise spécifique pour fournir efficacement le service essentiel Sur appel (le représentant de l'employeur communique avec le représentant identifié par le syndicat. Ce dernier contacte le juriste assurant le service essentiel) CI-APRÈS "Liste par compétence + sur appel"
L2	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	- Demande de remise dans les dossiers appelés à procéder. - Procéder à l'audience lorsque le tribunal refuse la remise. - Préparation de la prestation devant le tribunal.	Le juriste responsable du dossier
L3	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	Assurer la perception des pensions alimentaires lors de situation exceptionnelle, urgente et non prévue qui a pour effet de mettre en danger la santé et la sécurité du public.	Liste par compétence + sur appel

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L4	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	<u>Procédure urgente.</u>	Contentieux: Liste par compétence + sur appel Poursuites pénales: Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques
L5	Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	Toute procédure judiciaire requise pour la rétenion de choses saisies lorsque le délai de rétenion échoit dans moins de 30 jours.	Liste par compétence + sur appel
L6	Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078 et Direction principale des poursuites pénales: 6512, 6514, 6516	(Pour le contentieux): La rédaction des réponses à l' avis d'appel devant la Cour canadienne de l'impôt lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours. (Pour les poursuites pénales): La rédaction des réponses à l'avis d'appel devant la Cour supérieure, la Cour d'appel ou la Cour suprême lorsque le délai impartie pour la production de cette réponse échoit dans moins de 30 jours.	Contentieux: Liste par compétence + sur appel Poursuites pénales: Le juriste qui a administré la preuve dans l'instance précédente.

Code		Activité visée	
Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail	
L7 Direction du contentieux fiscal et civil: CR 6065, 6067, 6075, 6076, 6078	<p>Perte d'un droit: Effectuer tout le travail requis pour assurer le respect des services suivants :</p> <p>1) Respect des délais de prescription en demande, tant au civil qu'au pénal;</p> <p>2) Dépôt des mémoires devant les tribunaux supérieurs ou administratifs à moins d'obtenir une extension du délai par le tribunal;</p> <p>3) Production des expertises devant le tribunal à moins d'obtenir une extension du délai;</p> <p>4) Sur appel et à la demande du gestionnaire, analyse des jugements ou décisions et recommandation d'appel ou de révision judiciaire et préparation des procédures fidèles;</p> <p>5) Protocole de l'instance en demande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour que celui-ci le détermine; - Contestation des moyens préliminaires soulevés pour la défense, le cas échéant; - Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit; - Communication des engagements, le cas échéant; - Communication de la demande d'inscription pour l'instance et jugement faite au moyen d'une déclaration commune ou unilatérale selon l'article 174 Cpc dans le délai prévu ou demande d'extension du délai, avis selon l'article 264 du Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 293 Cpc; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai; 6) Protocole de l'instance en défense ou à titre de mise en cause : <ul style="list-style-type: none"> - Conclusion et dépôt du protocole de l'instance ou à défaut, présence sur demande du tribunal pour qu'il le détermine; - Interrogatoire au préalable si le protocole le prévoit; - Production de la défense selon l'échéance prévue au protocole ou selon l'article 53.1.19.3 LAF; - Déclaration commune ou unilatérale en vertu de l'article 174 Cpc, avis selon l'article 292 Cpc, avis selon l'article 264 Cpc, communication des pièces et expertises selon l'article 293 Cpc; - Respect des délais imposés par le tribunal à moins d'obtenir une extension de délai. 	<p>Le juriste responsable du dossier ou, à sa demande, un autre juriste membre de l'unité de négociation et possédant la compétence et l'expertise spécifiques</p>	

Activité visée			
Code	Emplacement	Description des services essentiels visés par l'entente	Nombre de postes/personnes requis en services essentiels Modalités de présence au travail
L8	Direction des affaires juridiques (DAJ) et Direction principale des lois sur les impôts (DPL): CR 6050 et 6410	Interprétations juridiques lors de situation urgente pouvant mettre en danger la santé et la sécurité du public.	<p>DAJ : Claire Bourque, Katie Levasseur, Pierre Garnache DPL : Chantal Mourant, Annie Godbout, Claudine Arsenault, Ginette Pelland</p> <p>Sur appel (le représentant de l'employeur communique avec le représentant identifié par le syndicat. Ce dernier contacte le juriste assurant le service essentiel) :</p> <p>1 juriste requis à la Direction des affaires juridiques 1 juriste requis à la Direction principale des lois sur les impôts</p>
L9	Direction de la rédaction des lois: CR 6420 et 6422	Dossier nécessitant une intervention immédiate auprès de l'une des commissions de l'Assemblée nationale .	<p>À déterminer, selon l'avis écrit de désignation du président ou du vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière.</p> <p>Sur appel (après que le président ou le vice-président de la Commission parlementaire ou de la Commission plénière ait transmis au syndicat un avis écrit de désignation précisant le nom du juriste).</p>